

AVEC LES ROIS EN EXIL

IX. - A LA COUR D'ESPAGNE

par Dominique AUCLERES

Estoril. C'Est jour-là, je me tenais devant la résidence de Don Juan d'Espagne, qui porte en exil le nom de comte de Barcelone. La maison blanche et massive sur le haut de la colline d'Estoril, domine l'Atlantique. Reconstituée pour abriter les royaux héritiers d'Alphonse XIII, l'ancien immeuble du club de golf se compose d'un corps de bâtiment assez court que flanquent deux ailes proéminentes. Les fenêtres de la façade sont enfoncées dans le mur, les petits vitraux sertis de bois scintillent au soleil, tandis que les deux ailes percées d'un œil-de-bœuf, sur l'intérieur, se soustraient aux rayons brûlants. J'attendais qu'on voulût bien m'ouvrir, essayant de retenir chaque détail du paysage, lorsque je vis s'encadrer dans l'œil-de-bœuf, sur ma droite, le visage d'un enfant aux grands yeux noirs. Ses cheveux blond pâle, son nez busqué, sa mince bouche aux lèvres roses qui ne souriaient pas le faisaient ressembler à un vieux portrait, et je me demandais si je ne rêvais pas. Le petit enfant d'Espagne qui se tenait derrière la vitre close ne pouvait être qu'un descendant des Bourbons et des Habsbourgs, une réincarnation étonnante venant des temps qui pour nous sont révolus.

Sur la bibliothèque, un portrait : le visage encore imberbe d'Alphonse XIII à l'âge de seize ans ; plus loin, une photo sur le fond gris de laquelle se découpent la majestueuse silhouette et le profil altier de la Reine-Mère, qui vit retirée en Angleterre. Au mur, une toile représentant Alphonse XII avec les favoris à la mode du siècle dernier.

— Monseigneur, dis-je, après avoir remercié mon hôte d'avoir consenti à me recevoir, savez-vous que nos vies se sont un jour frôlées en Autriche ? Vous aviez loué alors la propriété de chasse d'une de mes amies qui habitait, elle, le pavillon du garde-chasse. C'est pendant que j'étais chez elle que l'un de vos frères s'est tué.

— Gonzalo, dit le comte de Barcelone, impressionné par le souvenir que je viens d'évoquer. Quelle tragédie ! Cela se passait le 12 août 1934, mais il me semble que c'était hier. Ma sœur avait pris la voiture, elle appuya sur l'accélérateur au lieu de freiner, la voiture alla heurter un camion. Trois heures plus tard, Gonzalo était mort, bien que son corps ne révélât pas la moindre blessure. Un minuscule vaisseau de sang s'était rompu à l'intérieur...

Le comte de Barcelone pousse un soupir :

— C'était celui de mes frères qui était le plus près de moi ; il était mon cadet d'un an... Ah ! cette hémophilie...

Sujet sur lequel je préfère ne pas insister en parlant de mon hôte. Cette maladie est de celles qui, une vie durant, fixent l'attention d'une famille sur un être pour qui un choc, la moindre blessure peut devenir mortelle, parce que l'hémorragie provoquée ne s'arrête plus. Le dernier tsarevitch était atteint d'hémophilie lui aussi et quelques membres encore des familles royales.

— Vous venez, me dit le prince, m'interviewer, mais sur quoi ? Expliquez-moi l'idée de votre journal.

— Faire parler « Ceux que l'Histoire a réduits au silence »,

dis-je, évoquer avec eux une page de leur vie qui les relie au pays qu'ils ont dû quitter. Quand fûtes-vous en Espagne pour la dernière fois, Monseigneur ?

— Pendant la guerre civile, au début...

— Eh bien ! lui dis-je, voici notre thème tout trouvé.

Nous nous asseyons dans deux grands fauteuils, nous sommes face à face, et je tire mon carnet.

— Cette révolution d'Espagne, me dit-il, n'était pas le soulèvement de la droite, qui s'inquiétait de voir disparaître ses privilèges. Un sentiment plus profond poussait le peuple. Le régime républicain tendait à supprimer tout ce qui faisait la tradition, la vie profonde du pays. Les croyances religieuses étaient foulées aux pieds. Dès 1936, le Front populaire préparait l'avènement du régime communiste.

— Pourtant, les dirigeants n'étaient pas communistes, Monseigneur ?

— Le nouveau président de la République, M. Azana, avait vite été débordé ; Portela, le président du Conseil, n'avait pas d'autorité non plus. Les crimes se succédaient et bientôt trouvèrent leur point culminant dans l'assassinat de Calvo Sotelo, le chef des monarchistes. Cela se passait le 13 juillet 1936. Pour nous ce fut un coup de foudre. Mon père et moi suivions les événements de l'étranger. Nous nous rendions compte davantage tous les jours que le sacrifice du Roi avait été vain. Il avait renoncé au trône pour épargner à son pays une sanglante guerre civile. Et la guerre civile était à nos portes et nous ne pouvions plus rien pour notre pays.

sent. Le colonel Yague (il est aujourd'hui général) fut le premier à jeter le cri de rébellion. Presque toutes les garnisons d'Espagne se soulevèrent et partirent en campagne avec plus ou moins de bonheur. Là où l'action fut déclenchée sans tarder, la victoire fut

l'armée se soulevait pour défendre les principes sacrés de ma patrie, je me mis en contact avec des amis en Navarre et à Burgos. Deux hommes de confiance arrivèrent auprès de moi le 28 juillet. Mon départ fut retardé de deux jours. Le 30 juillet, la comtesse



Don Juan, comte de Barcelone, et son fils, le prince des Asturies.

immédiate. A Barcelone, en revanche, le général Goded, qui venait des Baléares pour prendre le commandement de la Catalogne, fut saisi par la populace et fusillé.

— Où étiez-vous pendant ce événement, Monseigneur ?

— A Cannes, avec ma jeune femme qui attendait son premier bébé. Sitôt que j'eus compris que

de Barcelone mettait au monde ma fille aînée Pilar. La mère et sa fille étaient en bonne santé. Je partis le 31 juillet.

— Vous deviez être impatient d'aboutir ?

— Le voyage me parut interminable. Nous quittâmes Cannes en voiture et mimes le cap sur Toulouse et Pau ; de là, sans repos, nous rejoignîmes Saint-Jean-de-Luz. Il était 5 heures du matin. Le 1^{er} août, je franchissais à pied la frontière...

— Avec quel papier, Monseigneur ?

— Avec de faux papiers, comme tout le monde, dit le prince avec un sourire.

— Et qui vous pilotait, pouvez-vous le dire ?

— L'écrivain Vegas-Latapie, conseiller d'Etat, et mon cousin l'infant José de Bavière, fils du prince Ferdinand et de l'infante Marie-Thérèse, ma tante, qui ont toujours vécu en Espagne.

— Et où êtes-vous descendu sur le sol espagnol ?

— A Dancharinea, en pays basque.

— Quelle émotion, dis-je en retenant mon souffle. Après combien d'années ?

— Cinq ans. Je n'étais pas revenu depuis 1931.

— Depuis l'abdication du Roi, votre père ?

— Mon père a suspendu ses fonctions en 1931. Mais il n'abdiqua en ma faveur qu'en 1941, très peu avant sa mort.

— De sorte, dis-je, que votre frère aîné, Alfonso, étant mort en Amérique en 1938 et votre frère Don Jaime ayant renoncé à ses droits, vous êtes le seul souverain légitime d'Espagne et vos droits restent entiers, comme ceux du roi d'Italie ?

Le comte de Barcelone acquiesce, puis fait une digression, parlant du roi de Belgique.

— Que pensez-vous de ses chances ? me demande-t-il.

— Je crois, dis-je, qu'il est en train de compromettre même celles de son fils.

Il réfléchit, et comme s'il faisait un retour sur son propre cas :

— Un roi ne peut pas se faire plébisciter, dit-il ; on peut plébisciter une charte, une constitution, mais non un régime.

— Un roi, dis-je, s'il est obligé de faire appel au peuple, ne doit revenir que si les 99 % se sont prononcés pour lui. Mais ces choses n'arrivent que dans les régimes totalitaires.

Le roi d'Espagne est songeur ; je lui demande de vouloir bien poursuivre son récit. Il fait un effort et continue :

— Une voiture m'attendait à Pampelune, en Navarre. Je voulais, par Burgos, gagner le front de Somosierra. Nous arrivâmes à Aranda-de-Duero, vers 8 heures du soir. Il y avait des heures que nous n'avions rien mangé et nous résolûmes de prendre quelque chose. Tandis que nous tirions nos plans pour l'avenir, un capitaine des gardes civiles s'approcha de nous. Il tenait à la main un ordre écrit du général Mola, commandant de la région Nord, lui enjoignant de me reconduire à la frontière. Nous passâmes la nuit sous bonne garde et le lendemain reprîmes la route en sens inverse. Quarante-huit heures après, je me retrouvai seul en terre française. J'étais pourtant parti avec tant d'élan et un désintéressement total... Je ne voulais qu'une chose, servir ma patrie...

Le comte de Barcelone rompt à nouveau le silence :

— Je fis plus tard des offres à Franco. Je voulais servir dans la marine. Franco était un jeune général fougueux, le dernier qui devait encore sa nomination à mon père. Il avait été à la tête de la Légion étrangère, mais, au moment où j'avais franchi la frontière, personne encore ne parlait de lui, il n'était pas en Espagne. Par la suite, il refusa, lui aussi, mes services sous prétexte qu'il fallait que je conserve ma vie pour le pays...

— Le croyez-vous sincère, Monseigneur ? A-t-il vraiment le désir de vous voir revenir ?

Le comte de Barcelone me regarde sans un mot, mais sur son visage des expressions fugitives se succèdent, singulièrement éloquentes chacune. Sans doute songe-t-il à la rencontre de 1948 avec Franco, sur son yacht, au large de Saint-Sébastien ; à l'accord conclu pour que son fils, le prince des Asturies, fasse ses études en Espagne ; à la propagande tapageuse et indésirée faite autour de cette présence, qui, l'année scolaire suivante, ne se renouvela pas ; peut-être songe-t-il qu'il y eut des régents qui se disaient prêts à céder leur place aux monarches légitimes, mais qui ne le firent jamais. Sans doute mesure-t-il l'hypocrisie de certains de ces « lieutenants » qui s'accrochèrent au pouvoir et en payèrent les souverains de bonnes et belles paroles ?...

— Voulez-vous voir les enfants ?

— Et la comtesse de Barcelone, dis-je.

Deux minutes plus tard, trois jeunes princes et princesses se tiennent dans l'encadrement de la porte avec leur mère. La princesse Marguerite prend son bain, on n'a pu l'en tirer. Mais la charmante princesse Pilar, presque aussi grande que sa mère, pousse devant elle un magnifique garçon aux boucles blondes, aux yeux intrépides. C'est le prince des Asturies, torero en herbe, qui il y a peu de temps s'essayait à mater le taureau sous l'œil effrayé de sa mère.

Juan-Carlos, l'héritier du trône, semble fait d'une pâte irréductible ; conscient de sa dignité, il a le port de tête fier et le sourire difficile. Plus gentil est son jeune frère Alfonso, né en 1941, quelques mois après la mort du roi Alfonso XIII. Je reconnais ses cheveux pâles, ses yeux noirs, son ovale allongé, sa bouche minuscule.

— C'est vous, lui dis-je, qui m'observiez tandis que je me tenais devant la porte ?

Il rougit, baisse les yeux et balbutie « oui » d'un air dépité, tandis que le Roi, la Reine et les enfants d'Espagne éclatent de rire.

Je crois que j'ai trahi un secret : je crains que le fils du roi d'Espagne n'ait pas le droit d'épier dans la loge les visiteurs qui viennent s'entretenir avec son père.

Rendre à l'Espagne la place qui lui est due

S'il le pense, et je le crois, il ne le dira pas, il s'est promis de ne pas parler politique. Mais il articule une phrase qui tombe lourdement dans la pièce :

— Moi, je pourrais servir ma patrie.

— Que voudriez-vous pour elle, Monseigneur ?

— La réintégrer dans le cadre occidental, comme c'est son droit. Après une guerre civile, le vainqueur a beau vouloir se montrer généreux, les vaincus ne peuvent pas lui faire confiance. Même les amnisties qu'il promet sont considérées comme des pièges. Il faut quelqu'un dans le pays qui soit au-dessus des partis. Mon pays a souffert ; il faudrait qu'il retrouvât la place qui lui est due. On parle de Pacte de l'Atlantique, de Nations Unies, d'Union Européenne, et l'Espagne n'en est pas... Quelle dérision !

Puis il coupe court à l'entretien et levant la tête vers le plafond où retentit depuis quelques minutes le bruit d'une balle qui s'abandonne :

Dominique AUCLERES.

(A suivre.)

PROCHAIN ARTICLE
Un prince solitaire : Otto de Habsbourg

AU CONSEIL D'ETAT

Au cours de sa séance publique, le Conseil d'Etat, siégeant au contentieux, sections réunies, a annulé les décrets en date du mois de juin 1948 admettant à faire valoir leurs droits à la retraite MM. Gilbert Gidel, professeur à la faculté de droit de Paris ; G. Lote, professeur à la faculté des lettres d'Aix ; Paul Porteau, professeur à la faculté des lettres de Clermont-Ferrand ; Paul Cloche, professeur à la faculté des lettres de Besançon ; Henri Gavel, professeur à la faculté des lettres de Toulouse, et Maximilien Sorre, professeur à la faculté des lettres de Montpellier.

En portant ces décisions conjointes, le Conseil d'Etat s'est fondé sur la loi du 15 février 1946 fixant à 67 ans la limite d'âge pour les professeurs membres de l'enseignement supérieur.

« Défaillance radiogoniométrique et confusion visuelle » conclut le rapport d'enquête sur l'accident d'avion des Açores

Le rapport de la Commission d'enquête sur l'accident d'aviation des Açores, où périrent Ginette Neveu et Marcel Cerdan, vient enfin d'être publié par le Journal Officiel. Ce texte est d'une extrême prudence dans ses conclusions.

La Commission pense que la navigation erronée de l'appareil serait due à une erreur de lecture et à l'insouciance

LA COMMISSION D'ENQUÊTE A TERMINÉ SES TRAVAUX

ELLE LAISSE L'ASSEMBLEE JUGER DES RESPONSABILITES POLITIQUES

La commission chargée d'enquêter sur l'affaire des généraux a tenu hier sa dernière séance de travail sous la présidence de M. Roger Duveau. Elle a discuté les derniers chapitres des conclusions du rapport de M. Delahoutre relatifs aux faits de corruption et au départ de Roger Peyré, puis a adopté l'ensemble du rapport à l'unanimité des députés.

M. Kriegel-Valrimont étant le rôle enfin de la Sécurité nationale et des différents services de renseignements.

C'est là le bilan des travaux de la commission : aucune révélation nouvelle proprement dite n'est faite.

M. Delahoutre et ses collègues émettent justes les sanctions administratives qui ont frappé les généraux Mast et Revers. Quant aux responsabilités politiques, ils laissent à l'Assemblée le soin de

